

SANTIAGO (CHILI)

AB-2102
19 mars 2001
Original : anglais

DISCOURS DU GOUVERNEUR POUR LA SUÈDE
À LA DEUXIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

Gun-Britt Andersson

1. J'ai le bonheur et le privilège de prendre la parole à la session annuelle de la Banque interaméricaine de développement de cette année. Je suis heureuse aussi de visiter ce beau pays qui nous accueille et de goûter à l'hospitalité chilienne. Je saisis cette occasion pour remercier du fond du cœur nos hôtes chiliens.
2. Quarante ans et huit reconstitutions plus tard, la Banque interaméricaine de développement a la maturité financière pour continuer à œuvrer dans la région sans une nouvelle reconstitution. En tant que premier bailleur de fonds pour le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes, la BID est un partenaire précieux pour nous tous, pays membres emprunteurs et non emprunteurs. L'avenir de la Banque est bel et bien important pour nous.
3. Je suis heureuse de pouvoir participer à cette discussion sur la mission et le rôle de la Banque dans la région. Je souhaite que nous prenions l'habitude, nous Gouverneurs, de nous réunir de manière régulière, pour prendre part aux discussions sur les orientations stratégiques futures de la Banque.
4. De l'aveu même de son propre président, le groupe de travail qui a mis au point la stratégie institutionnelle a bien davantage mis l'accent sur les améliorations possibles à apporter au fonctionnement de la BID que sur les actions à mener. Le groupe s'est très bien acquitté de sa tâche, et je lui sais gré du suivi qui nous est présenté cette fois.
5. Le rapport comporte un addenda intéressant, qui évoque « les actions à mener » et qui les relie aux domaines prioritaires devant permettre d'atteindre les objectifs. Je mesure bien l'ambition qui sous-tend cet addenda. Le document vise à préciser les axes à privilégier et les missions de la BID, ce que nous avons demandé à quelques reprises auparavant. J'accueillerais favorablement par exemple une discussion pour éclairer,

établir et approfondir le lien entre la pauvreté et l'inégalité ainsi que les liens entre les objectifs et les domaines prioritaires. Permettez de faire quelques observations à ce sujet.

6. D'abord sur les « actions à mener ». Vous savez tous que les domaines d'action clés prévus par la Huitième reconstitution étaient la réduction de la pauvreté et l'équité sociale, la modernisation et l'intégration ainsi que le développement respectueux de l'environnement. Si nous portons notre regard sur la région aujourd'hui, nous constatons que des progrès considérables ont été accomplis notamment dans le domaine de la gestion macro-économique, du redressement économique et de l'insertion dans l'économie mondiale. Toutefois, il reste de nombreuses contraintes. Cela étant, et vu la récente crise financière, les réformes n'ont pas eu l'effet escompté et les niveaux de pauvreté sont plus élevés qu'ils ne l'étaient dans les années 80. L'équité sociale « ne tend pas à s'améliorer de manière soutenue », dit un rapport de la CEPALC. Compte tenu des potentialités et des attentes que nous avons tous, la croissance aussi a déçu quelque peu.

7. À mon avis, il est donc essentiel de continuer à faire porter les efforts de la Banque sur la réduction de la pauvreté et l'équité sociale. Pour manifester l'importance qu'elle lui accorde, la Suède soutient le Forum sur l'équité sociale de la Banque. La BID ne peut bien sûr aider les pays que si ceux-ci en font une priorité importante. Dans ce contexte, je trouve très encourageante la récente déclaration de guerre contre la pauvreté faite par le président Cardoso au Brésil. Une bataille semblable, que je salue, sous-tend le plan de « Puebla-Panama » du président Fox.

8. Les pays qui demandent l'aide de la BID pour faire reculer la pauvreté et les inégalités sociales sont des pays à faibles revenus ou à revenus intermédiaires, dont les économies sont petites ou grandes. Pour illustrer cette grande diversité le long du vieux El Camino Real, un article émanant de la BID compare les revenus par habitant du Mexique plus développé qui participe à l'ALÉNA (4.987 dollars) et le Mexique centraméricain (2.700 dollars). En Amérique centrale proprement dite, le revenu par habitant est encore plus faible (1.600 dollars). La Banque doit trouver des réponses convenables à toutes ces réalités socio-économiques, politiques et institutionnelles bien différentes, mais elle a une responsabilité particulière à l'égard des pays les plus pauvres de la région.

9. Un élément de réponse consiste à favoriser une croissance élevée et soutenue dans tous les pays d'Amérique latine et des Caraïbes. L'une des contributions les plus importantes à cette fin, c'est de mobiliser les ressources nationales pour l'investissement.

10. Cependant, l'exemple chilien le montre, pour faire reculer la pauvreté, une croissance élevée doit être accompagnée d'interventions politiques directes soigneusement préparées. Il y a entre autres la réforme fiscale et l'amélioration du recouvrement des impôts pour pouvoir financer des dépenses sociales plus importantes. Un autre aspect de la croissance qui est en passe de recevoir l'importance qu'il mérite concerne le lien entre la croissance économique et l'égalité des sexes.

11. Le rapport de la CEPALC que j'ai mentionné tout à l'heure signale par ailleurs que les données actuelles ne montrent pas « de signes irréfutables que la détérioration de l'environnement dans la région est mise en échec ». La Banque doit être un partenaire de la région dans ce domaine. Je suis d'accord avec M. Ocampo, le secrétaire exécutif de la CEPALC, qui, dans sa communication intitulée « Rethinking the Development Agenda » [Repenser le chantier du développement], souligne l'intégration efficace de la notion de développement durable dans les stratégies de production, sous la forme à la fois de méthodes et de technologies propres de production et de politiques écologiques menées de manière plus proactive.

12. La modernisation est bien sûr une notion plus large que celle de la démocratie, mais malgré les grands bonds en avant faits dans de nombreux pays d'Amérique latine dans ce dernier domaine – et ici je souhaite mentionner tout particulièrement les progrès extraordinaires accomplis par le pays qui nous accueille, le Chili – la démocratie peine à s'ancrer en Amérique latine. Beaucoup sont exaspérés parce qu'ils s'attendaient que la démocratie améliore les conditions d'existence. La solution ne peut que consister à approfondir la démocratie et à mettre en place des institutions qui favorisent la bonne gestion des affaires publiques.

13. De toute évidence, le programme de la Huitième reconstitution reste valable. La mondialisation n'a fait qu'exacerber l'urgence qu'il y a à atteindre ces objectifs. Faire reculer la pauvreté, accroître l'équité et l'efficacité des actions que mène l'État pour répondre aux besoins des citoyens, mettre le cap sur un développement respectueux de l'environnement, renforcer les valeurs que sont la démocratie et la solidarité – voilà les actions clés qui permettront de combler le fossé de la mondialisation pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

14. Et maintenant parlons des modalités. Je crois que le rôle du secteur privé dans le développement, dans cette région comme dans les autres régions du monde, est appelé à prendre de l'envergure en raison des réformes en cours, et je m'en réjouis. La question de savoir quel rôle la BID doit jouer dans ce contexte est l'une des questions à l'ordre du jour de notre réunion, et elle est étroitement liée au débat sur les objectifs de la Banque.

15. Je suis d'accord en général avec les recommandations formulées dans le judicieux rapport du Groupe d'experts indépendants sur les opérations en faveur du secteur privé. Cependant, avant de prendre des décisions précises concernant les recommandations, je souhaiterais un débat beaucoup plus large sur les liens entre ces recommandations et les objectifs de la Banque en matière de développement.

16. Mon pays ayant récemment adhéré à la Société interaméricaine d'investissement, je souhaite tout particulièrement voir comment il serait possible de renforcer la coopération, très faible à l'heure actuelle, entre les divers rouages de la Banque qui aident le secteur privé. La BID doit mettre à profit l'expérience qu'elle a accumulée dans divers domaines où elle mène des opérations pour valoriser ses potentiels à titre de partenaire, par exemple pour ce qui est de créer des conditions propices au secteur privé, ce qui est crucial. La Banque pourrait notamment catalyser le développement des marchés

financiers nationaux. Faute de cohésion plus grande entre ces rouages qui fonctionnent séparément à l'heure actuelle, l'articulation des actions devient impossible, tout comme les éventuelles synergies.

17. L'assemblée annuelle a également soulevé la question des instruments de prêt. Le problème que posent les prêts à l'appui des réformes qui dépassent le plafond actuel de 15 % est présenté sans ambages. Encore une fois, il y a un certain nombre de dossiers à analyser avant de pouvoir prendre des décisions. Il faut savoir notamment comment résoudre la question du plafond, non seulement à court terme mais aussi à long terme, pour que la solution se rapproche des objectifs de la Banque. Des questions semblables font l'objet de discussions à la Banque mondiale. Il faut donc prendre des décisions éclairées, sur la base d'une analyse attentive. Ainsi, il convient d'examiner le rapport entre l'augmentation des prêts à l'appui des réformes et la mobilisation des ressources nationales. Comme les instruments jouent un rôle primordial dans l'efficacité des actions de la Banque en faveur du développement, je souhaite que le Comité de l'Assemblée des gouverneurs reste mobilisé sur cette question et qu'on le saisisse de ce dossier pour qu'il en débâte plus longuement.

18. À titre de banque multilatérale de développement, la BID réunit en elle universalité, légitimité, efficacité et capacité de mobiliser des ressources, tous éléments qui sont solidaires. Elle est donc bien placée pour s'attaquer aux défis complexes qui se posent à la région. Des travaux sont en cours dans divers domaines, et des responsables de divers pays de l'Amérique latine et des Caraïbes se réunissent pour définir un programme de travail commun.

19. Je souhaite aussi mentionner quelques domaines où la BID peut apporter sa contribution et où toutefois elle devra trouver des partenaires dans la région et hors de la région.

20. L'instabilité financière et économique. Il y a évidemment un problème lorsque les frontières s'effacent. C'est peut-être ce qui a le plus causé la grande détérioration des salaires ces dernières années. Nous devrions en débattre plus à fond lors de la conférence qui aura lieu l'an prochain au Mexique sur le financement du développement.

21. Dans la région, la délinquance et la violence font obstacle aux investissements économiques. Il est donc souhaitable, dans l'intérêt public de la région, de favoriser la sécurité publique. Dans ce contexte, je souhaite dire que je sais gré à la BID de parler si ouvertement des enfants de la rue, de la délinquance juvénile et de la violence familiale, questions qui pour elle concernent le développement.

22. Le VIH et le sida deviennent de plus en plus problématiques pour le développement dans cette région aussi. Nous devons inscrire dans nos programmes la prévention et la lutte contre cette maladie meurtrière.

23. Le trafic de stupéfiants, de personnes ou d'argent. Encore une fois, les frontières sont perméables. Les causes sous-jacentes du trafic sont généralement complexes, mais la

faiblesse de l'État et la pauvreté sont certainement parmi les plus importantes. Dans ce contexte, je souhaite exprimer ma préoccupation particulière au sujet de la situation en Colombie. Favoriser le dialogue et la paix en Colombie est un objectif prioritaire que la Suède entend poursuivre pendant qu'elle préside l'UE, et la lutte contre les stupéfiants est un élément clé de cet objectif.

24. Favoriser et financer ce qui sert l'intérêt général dans la région sont des actions dans lesquelles la BID s'est vu confier un rôle et pour lesquelles elle met au point des instruments et définit des domaines de coopération. En fait, la BID et son Président servent eux-mêmes l'intérêt général ! Regroupant des pays du monde entier et ayant une vocation régionale, la BID joue un rôle unique en Amérique latine et dans les Caraïbes. Elle est bien placée pour nouer des partenariats étroits avec la région et des coopérations mondiales.

25. La Suède, après avoir été aux prises avec des problèmes économiques pendant quelques années, est de nouveau en mesure d'augmenter considérablement les crédits qu'elle destine à la coopération et au développement international, et elle souhaite rester l'un des partenaires actifs et constructifs de la Banque. Nous nous réjouissons de la perspective d'une coopération étroite et fructueuse avec la Banque interaméricaine de développement dans les années à venir.